



FÊTE DE LA MUSIQUE, GASPERICH, 19 JUIN 2015 © CLAE - ORLANDO GOMES

Résolution

La mondialisation, accélérée ces dernières décennies avec la démocratisation des moyens de communication et de transport, la progression rapide des idées et des sciences, la prédominance de la culture occidentale dans les échanges, a provoqué un certain repli de nos sociétés contemporaines et l'intensification de la peur de « l'autre », de la perte d'identité. Une perte de sens et de repères approfondie par des démocraties qui ne sont plus porteuses d'un projet politique qui ancre ses principes dans des réalités concrètes.

Ces peurs sont palpables dans les actes terroristes de l'islamisme radical. Les

attentats de Paris, du Kenya, plus récemment en Tunisie, ont démontré une fois de plus que des ruptures idéologiques, religieuses, spirituelles, déchiraient le monde. Elles sont tangibles également dans l'essor des nationalismes et dans les blocages successifs concernant les politiques migratoires européennes, avec ce que l'on peut appeler la « crise des réfugiés ». Au Luxembourg, la victoire écrasante du non à l'ouverture du droit de vote aux résidents de nationalité étrangère lors de la consultation populaire du 7 juin participe également d'une certaine crispation identitaire, notamment linguistique.

SUITE PAGE SUIVANTE

Sommaire

p.2 Assemblée Générale du Clae

p.3 Journée mondiale des réfugiés

p.4 « Une femme sur quatre, au moins une fois dans sa vie, a subi la violence d'un partenaire » - Rencontre avec l'asbl Femmes en détresse

p.5 Formation pour réalisateurs associatifs

p.6 Rencontre avec l'Association des parents des élèves de l'école portugaise de Diekirch

p.7 Prochaine session de cours de français

Les débats entendus aujourd'hui autour des identités tendent à enfermer chaque individu dans une même unité de références, figée, statique, souvent définie selon l'origine géographique, nationale ou religieuse. L'existence de communautés étrangères renvoie souvent dans cette perspective à l'image d'une identité exogène, autre, difficilement compatible avec les valeurs portées par les sociétés européennes. Tant que l'identité n'est pas perçue comme constituée par de multiples références, comme une invitation à partager l'individualité de chacun, comme une rencontre, aucun projet de société qui inscrit l'ensemble des résidents en son sein ne pourra se faire.

Depuis de nombreuses années, le Clae s'investit dans les liens qui unissent les résidents du Luxembourg ainsi que sur les métissages culturels créés par ces liens. Ce sont ces relations, inscrites dans des histoires, mémoires et cultures partagées, qui pourront forger demain une société unie, dans un pays qui considère chacun de ses habitants comme un citoyen à part entière. Dans cette perspective, les questions de valorisation culturelle, de citoyenneté de résidence et de droit du sol restent fondamentales dans la manière dont nous envisageons notre devenir commun au sein d'une démocratie moderne fondée sur le principe d'égalité.

Dans cette optique, l'Assemblée Générale du Clae réunie le 2 juillet 2015 s'engage :

- à rester attentive à la gestion de la « crise des réfugiés » par la présidence Luxembourgeoise du Conseil de l'UE. Renforcer la mission de surveillance des frontières de l'Europe – même si les opérations de sauvetages sont élargies – n'est pas une réponse adéquate. Les dirigeants européens, qui se refusent à ouvrir des routes légales d'immigration par crainte d'un « appel d'air » à destination des candidats à l'immigration



Le 2 juillet 2015, le Comité de liaison des associations d'étrangers, plate-forme associative regroupant plus de 120 associations issues ou héritières de l'immigration, a tenu son Assemblée Générale électorale en présence des délégués de 37 structures et de nombreux sympathisants. Après l'approbation du rapport d'activité, du bilan 2014 et du budget 2016, les membres présents ont élus les délégués qui les représenteraient au sein du Comité Exécutif du Clae pour les trois prochaines années.

souffrent d'un manque de solidarité qui se reflète notamment dans l'abandon des quotas de réinstallation des réfugiés au sein des pays de l'UE.

- à continuer à oeuvrer en faveur du dialogue interculturel, du métissage culturel et de la valorisation des cultures présentes au Luxembourg dans le but de dépasser toute crispation identitaire et permettre au Luxembourg de construire un devenir commun.

- à agir pour une meilleure participation et inscription des résidents de nationalité étrangère dans la société luxembourgeoise, tant au niveau culturel, social que politique. Les résultats du référendum nous ont montré que la voie à suivre les prochaines années serait l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise. Le Clae ne s'est jamais positionné dans l'intérêt exclusif des étrangers mais pour celui de la société dans son ensemble. Nous souhaitons que dans un avenir proche un consensus sociétal soit trouvé dans

la facilitation de l'accès à la nationalité luxembourgeoise et dans l'extension du droit du sol.

- à militer sur toutes les questions liées à l'égalité dans la société ; nous continuerons en tant que plateforme d'associations issues de l'immigration, à nous engager pour que toutes les questions liées à l'accueil, aux inégalités socio-économiques, au logement, à l'éducation puissent trouver un écho et une réponse au sein de la société civile et du monde politique.

En défendant un projet politique fort et en renforçant leur indépendance financière, les représentants nouvellement élus s'engageront à renforcer la voix politique des associations issues de l'immigration qui composent la plateforme du Clae.

Résolution adoptée par l'Assemblée Générale du CLAE, le 02 juillet 2015



FOYER POUR DEMANDEURS DE PROTECTION INTERNATIONALE DE WEILERBACH

20 juin : Journée mondiale des Réfugiés

La Journée mondiale des Réfugiés du 20 juin dernier a été l'occasion pour le Collectif Réfugiés Luxembourg / Lëtzebuerger Flüchtlingsrot (LFR) de rappeler au Gouvernement luxembourgeois des recommandations.

Depuis le début de l'année 2015, 1.700 personnes ont péri en Méditerranée. Des discussions ont été menées aux plus hauts niveaux européens. Pour le LFR, il est temps d'agir, de passer aux engagements concrets, dans la durée. Il s'agit de changer la politique étrangère européenne en direction des pays d'origine en menant une politique cohérente de commerce, de finances, de sécurité, de développement, de droits de l'Homme afin de réduire les causes des migrations et des demandes d'asile que sont la pauvreté, le manque de perspectives, de développement, les guerres, les persécutions et les catastrophes naturelles.

Le LFR revendique le développement de canaux légaux d'immigration, le sauvetage des vies plutôt que la focalisation sur la protection des frontières. Il souligne la nécessité d'une responsabilité partagée et solidaire entre les Etats membres. C'est pourquoi, il soutient la proposition de la Commission européenne de répartir plus équitablement les réfugiés syriens et

érythréens, qui constituent actuellement 40 % des arrivants.

Concernant la politique nationale luxembourgeoise, le LFR a également fait part de ses recommandations quant aux projets de loi relatifs à la protection internationale et à l'accueil des demandeurs de protection internationale (DPI) au Luxembourg. Il s'agit de transposer un ensemble de directives européennes dans la législation nationale ; cette procédure devant être effectuée pour juillet 2015.

Si ces projets de loi comportent certaines améliorations du cadre légal en matière d'asile et d'accueil des DPI, ils contiennent également des éléments de perplexité, voire de préoccupations.

Concernant l'enregistrement de la demande de protection internationale, les associations qualifient la nouvelle procédure de démarche trop complexe. Il est rappelé au Gouvernement, comme le stipule la directive européenne, la possibilité de prévoir ou de maintenir des normes plus favorables en ce qui concerne les procédures d'octroi ou de retrait de la protection internationale. Le LFR invite le législateur à s'assurer que le demandeur ait accès à l'accueil de base dès le dépôt de sa demande.

En matière d'assistance judiciaire, le LFR demande de rendre le texte plus cohérent quant à la garantie d'un accès gratuit pendant toute la procédure.

Pour les mineurs non accompagnés, le LFR recommande que soit nommé un tuteur qui veille aux besoins de l'enfant et assure un accompagnement au-delà de la procédure d'examen de sa demande de protection internationale. Le collectif s'oppose catégoriquement au placement en rétention des enfants et en particulier des mineurs non accompagnés. Pour ce qui est de la rétention des adultes, il plaide pour un maximum de 6 mois contre 12 actuellement. Si l'étude d'alternatives à la rétention est une bonne chose, le LFR s'oppose néanmoins au dépôt de garantie d'un montant de 5.000 euros ainsi qu'au port du bracelet électronique pour les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes souffrant de troubles psychologiques.

Le LFR invite le Gouvernement à faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les DPI en raccourcissant, voire en supprimant, le délai d'attente de 9 mois. Si le LFR se félicite de la mise en place d'un professionnel de santé qualifié pour identifier les signes de persécution ou atteintes graves subies par le demandeur de protection internationale, il rend toutefois attentif au fait qu'à ce jour il n'existe pas au Luxembourg de professionnels de santé formés à cette tâche.

Finalement, le LFR regrette que la possibilité d'établir une liste européenne commune des pays d'origine sûrs ait été supprimée du texte de la directive. Ce point paraît particulièrement critiquable quant à l'objectif initial de mettre en place un régime commun européen alors qu'à terme, chaque pays peut établir sa propre liste de façon autonome. Le LFR invite les autorités compétentes à évaluer régulièrement les notions de pays d'origine sûrs.

Les avis complets du LFR sur les projets de loi peuvent être consultés sur le site www.clae.lu



« Une femme sur quatre, au moins une fois dans sa vie, a subi la violence d'un partenaire »

L'asbl Femmes en détresse a été créée en 1979 par un groupe de travail du Mouvement pour la libération de la femme. Elle avait pour but la création, la gestion et le développement d'une maison pour femmes en détresse et voulait leur offrir une protection efficace contre la violence masculine. Le premier refuge a été créé en 1980 et l'association s'est depuis beaucoup développée, employant aujourd'hui 90 personnes dans 13 services. Joëlle Schranck, sa directrice nous explique les différentes formes que peut prendre la violence domestique, ses causes, ainsi que les droits des victimes.

On parlait déjà de la violence domestique il y a près de 40 ans ?

Oui, nous avons créé le refuge après la sortie d'un livre écrit par Erin Pizzey, *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre*, qui traitait de la violence domestique. Nous avons constaté qu'au Luxembourg, nous étions aussi confrontés à ce problème de violence envers les femmes.

Qu'entend-on par violence domestique ?

Il existe une définition officielle de la violence domestique, mais pour résumer, on parle de violence domestique lorsqu'on emploie de la violence psychologique, verbale, économique, physique envers une autre personne au sein d'un foyer. C'est en fait un abus de pouvoir.

On pense souvent aux femmes battues lorsque l'on évoque la violence au sein de la famille, ce n'est pas forcément le cas ?

Non, la violence domestique s'installe très subtilement. Souvent les victimes ne se considèrent pas comme telles dans un premier temps. Cela commence par la violence psychologique, la personne violente dénigre l'autre : « *tu ne connais rien*



TANIA BOZURIC, COLLABORATRICE AU REFUGE FRAENHAUS ET JOELLE SCHRANCK, DIRECTRICE DE FEMMES EN DETRESSE

», « *tu es une mauvaise mère* », « *tu es grosse* »,... jusque la perte de confiance en soi-même. S'ensuit la violence verbale, avec des mots grossiers, puis vient la violence physique, celle qu'on peut le mieux constater puisqu'elle laisse des traces. Il y a également la violence sexuelle. Plus rarement, la violence conduit à l'homicide et/ou au suicide. Si vous regardez les statistiques, une femme sur quatre, au moins une fois dans sa vie, a subi la violence d'un partenaire.

Quelles sont les causes de cette violence ?

Je ne pense pas qu'il y ait des causes spécifiques à la violence, je pense que c'est un choix. Un homme décide d'employer de la violence ou non envers sa partenaire. Beaucoup d'hommes violents ont un problème de jalousie excessive. Vous avez des hommes qui n'ont jamais subi de violence lorsqu'ils étaient enfant, d'autres l'ont eux-mêmes vécue. Certains vont reproduire le comportement violent de leur père, d'autres s'y refuseront toujours. Les profils des auteurs sont très divers.

Arrive-t-on à détecter cette violence ? Souvent l'entourage dit qu'il n'a rien vu...

Moi même en tant que professionnelle, cela m'est arrivé de ne pas la détec-

ter, parce qu'elle est très cachée. Cela dépend de la relation avec les concernés. Si vous constatez que l'une de vos proches s'isole, qu'elle ne vient plus aux réunions familiales, qu'elle trouve toujours des excuses pour ne pas sortir avec vous, c'est un signe. De même si elle se plaint que son mari est très jaloux. Les auteurs de violence isolent très souvent la victime. Dans un premier temps, il va vous dire qu'il n'a pas envie d'aller voir votre famille et que vous pouvez y aller seule. Ensuite, il va vous disputer si vous y allez seule. Il y a isolement par rapport à la famille, les amis, les connaissances.

La violence est donc très lente à s'installer...

Oui, c'est un lent processus. L'auteur prépare d'abord le terrain – en isolant sa victime – pour ne pas qu'elle puisse discuter de sa situation. Souvent, ces femmes ne travaillent pas, ou rentrent directement à la maison après le travail, n'ont pas beaucoup de contact avec leurs collègues. La violence verbale et physique s'installe ensuite, lentement.

Est-ce que la violence domestique concerne toute la société ?

Oui, elle peut toucher aussi bien des directrices de banques que des professeurs, que des femmes aux foyers... Elle touche toute la société, indépendamment

de l'âge, du niveau d'étude, de la religion... Dans trois ou quatre pourcents des cas, c'est la femme qui est l'auteure de violence envers son partenaire.

La violence est-elle un phénomène en augmentation ou bien est-ce qu'elle est moins taboue aujourd'hui ?

J'entends souvent que la violence est en augmentation, mais je ne pense pas. Je crois qu'elle est devenue plus visible, de par la loi de 2003 sur la violence domestique, de par les campagnes médiatiques... Beaucoup de victimes avaient honte d'en parler, parce qu'elles se croyaient coupables de ces violences. C'est souvent ce que l'auteur leur fait croire. Je crois qu'avec les différentes campagnes, la honte d'en parler et le sentiment de culpabilité reculent, même si cela reste encore tabou.

A partir de quand peut-on parler de violence domestique ? Une dispute de couple qui dégénère est-elle considérée comme telle ?

On peut se disputer dans le respect et pas dans le dénigrement. A ce moment c'est une querelle. La violence domestique n'est pas une perte de contrôle, elle est répétitive, inégale, c'est un abus de pouvoir. On parle de cycle de la violence. Des tensions s'accumulent, ensuite vient l'acte violent, suit une phase de déresponsabilisation de l'auteur et enfin une phase de « lune de miel », pendant laquelle l'auteur s'excuse, fait des cadeaux, promet de ne plus jamais recommencer. Souvent, les victimes pensent que la violence est un élément isolé. Elles se rappellent de l'acte de violence, mais ne l'incluent pas dans un cycle.

Est-ce qu'une victime peut elle même casser ce cycle de violence, ou faut-il nécessairement une intervention extérieure ?

Les auteurs ne changent pas d'eux même. Souvent, les victimes quittent leur partenaire après la scène de violence, ou bien dans la phase pendant laquelle les tensions montent, jamais dans la phase de déresponsabilisation ou de lune de

miel. Elle partent généralement pour sauver leur vie ou celles de leurs enfants, mais pas avec l'intention de quitter définitivement leur conjoint. Dans le cadre de la loi sur la violence domestique, bien souvent, la victime appelle la police pour que la violence s'arrête. Si la police constate la violence, le procureur éloigne l'auteur du domicile. L'Etat prend cette responsabilité et c'est déjà un message très important.

Quels sont les droits des victimes ?

Je crois que le Luxembourg est très progressiste en ce domaine. Il s'est doté d'une loi en 2003, qui a été modifiée en 2013, et dans ce cadre, l'auteur est éloigné du domicile conjugal pour 14 jours et la victime peut demander un prolongement de cette mesure. L'auteur n'a pas le droit de la contacter par quelque

moyen que ce soit. Ce temps doit permettre à la victime de savoir s'il elle veut entamer une procédure de divorce ou reprendre la vie conjugale. Dans le cadre d'une mesure d'éloignement, le service d'assistance aux victimes de violence domestique prend contact avec cette dernière et l'encadre, la protège le cas échéant. Les hommes violents quant à eux, sont pris en charge par le service Riicht Eraus de la Croix-Rouge pour entamer un travail psychologique.

Propos recueillis par Kristel Pairoux

Femmes en détresse asbl

18-20, rue Glesener
L-1630 Luxembourg
www.fed.lu
organisation@fed.lu
T. +352 40 73 35



Formation pour réalisateurs associatifs

Le 25 juin dernier s'est clôturée la session de printemps de la formation Imbrication proposée par le Clae à laquelle ont participé les associations suivantes : Babel asbl, EDI Madagascar-Enfants Défavorisés de l'île de Madagascar asbl, Centre català de Luxembourg asbl, Fidjos, Amigos de Cantchungo na diaspora asbl, LAN-Luxembourg Allergy Network asbl, Il était une fois asbl, EACV-Educ Action Cap-Vert asbl, Turkuaz abl.

La formation Imbrication s'échelonne sur plusieurs modules et propose une méthodologie, des outils, un espace de réflexion et d'échange portant sur la mise en mouvement d'un projet associatif. Vous trouverez les détails des différents modules sur notre site internet www.clae.lu (rubrique formation). La prochaine session aura lieu à l'automne.

Rencontre avec l'Association des parents des élèves de l'école portugaise de Diekirch

L'association des parents des élèves de l'école portugaise de Diekirch compte parmi les plus anciennes associations de culture portugaise du Luxembourg. Voilà près d'une trentaine d'années qu'elle s'engage tout particulièrement sur la transmission de la langue et de la culture portugaise aux enfants. Nous avons rencontré Teresa Fernandes de Carvalho, Angelo Moura de Carvalho et Antonio Valente, respectivement trésorière, vice-président et président de l'asbl.



En quelle année, l'association a-t-elle été créée ?

Angelo Moura de Carvalho : Les statuts de l'asbl ont été enregistrés le 31 mai 1986. Nous sommes actuellement deux à être membres du conseil d'administration depuis sa création, Etelvina Freitas et moi-même. L'asbl a été constituée pour soutenir l'organisation de cours « parallèles » de langue portugaise¹ pour nos enfants à Diekirch. La même démarche a été initiée à Ettelbruck. A l'époque, il y avait un professeur pour tout le nord du pays.

Combien y avait-il d'élèves ?

Teresa Fernandes de Carvalho : Environ une centaine d'élèves venaient non seulement de Diekirch mais également d'autres communes, comme de Troisvierges ou de Wiltz. J'ai 44 ans et j'ai suivi les cours parallèles. Je dois dire qu'on a beaucoup appris. Ce n'était pas facile car mes camarades de l'école primaire allaient à la danse, au sport et moi pendant ce temps, j'étais en cours de portugais, quatre heures par semaine.

Quel a été le rôle de cette association de parents d'élèves ?

Angelo Moura de Carvalho : Au départ,

les cours avaient lieu à l'école de musique et pour nous c'était important qu'ils se déroulent à l'école primaire. C'était la première chose que nous avons défendue auprès de la commune. Ensuite en tant qu'association, nous nous sommes chargés de la commande des livres pour les enfants. Ce que nous faisons toujours aujourd'hui, à la différence qu'à l'époque nous les offrions. Par la suite, cela n'a plus été possible alors nous avons mis en place une bibliothèque.

Teresa Fernandes de Carvalho : L'association a participé à de nombreuses festivités. On défilait avec un cortège de coqs géants à la Cavalcade de Diekirch, à la fête des fleurs de Wiltz, la *Sprangprocessioun* d'Echternach, à Esch/Alzette et même en Allemagne. A l'époque, il n'y avait pas autant d'associations portugaises qu'aujourd'hui et nous étions souvent sollicités. Pour le 10 juin, jour de la fête nationale portugaise, on organisait une grande fête à Diekirch avec des jeux traditionnels portugais, des tournois de football ; les poèmes et dessins des enfants étaient exposés. L'objectif était de faire connaître et valoriser la culture portugaise mais

surtout de la transmettre aux enfants.

Transmettre la langue, la culture portugaise aux enfants tout en s'inscrivant dans la vie culturelle locale...

Angelo Moura de Carvalho : Oui, nous avons toujours été invités par la commune à participer à la Cavalcade ou à la fête nationale.

Teresa Fernandes de Carvalho : Je voudrais évoquer la mémoire de Monsieur Antonio Marques Marinho, membre fondateur et premier président de l'association.

C'était une personne remarquable, un Portugais de la génération de mon père. Il était super intégré avec les Luxembourgeois.

Les objectifs de votre association sont-ils toujours les mêmes aujourd'hui ?

Antonio Valente : Nous accordons toujours autant d'importance aux cours de langue portugaise. Il y a une dizaine d'années, nous avons connu une augmentation du nombre d'inscrits du fait de l'ouverture des cours aux élèves du secondaire. Malheureusement, depuis que les autorités portugaises ont imposé le paiement de *propinas*², la fréquentation a chuté. Il s'agit de frais d'inscription demandés en principe à l'université au Portugal et en aucun cas au niveau du primaire ou du secondaire. La conséquence a été une baisse de fréquentation pour tout le Luxembourg, surtout au centre et au sud du pays. A Mersch, il n'y a plus de cours. Au nord, nous avons été moins touchés.

Avez-vous un moyen d'agir à ce niveau ?

Antonio Valente : C'est difficile car les cours

dépendent du Ministère de l'Education Nationale du Portugal. J'ai eu l'occasion de rencontrer le Ministre et j'ai évoqué avec lui ce problème ainsi que d'autres dysfonctionnements administratifs, mais rien n'a changé jusqu'à aujourd'hui.

Par contre, ce qui semble toujours aussi positif c'est votre énergie à proposer aux élèves une palette de projets...

Antonio Valente : Certaines activités rythment l'année, comme notre traditionnelle fête de fin d'année scolaire avec la remise des diplômes ou les excursions et petites

visites d'études. Nous essayons aussi de proposer ponctuellement à l'enseignante des intervenants extérieurs. Nous avons pris contact avec le réalisateur Mauro Almeida Cabral pour une future rencontre autour son documentaire *Filhos da Lua* sur les Yanomami en Amazonie brésilienne.

Teresa Fernandes de Carvalho : Nous avons également des activités pour les parents et grands-parents, comme les cours d'informatique en portugais pour leur permettre de se familiariser avec internet et surtout de communiquer à distance.

Antonio Valente : Une autre composante importante de notre association c'est la convivialité, que nous voulons montrer notamment à travers la cuisine portugaise. Notre association représente depuis plus de vingt ans la cuisine portugaise du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté. Cette année, nous étions 27 personnes à travailler dans cette cuisine.

Teresa Fernandes de Carvalho : Le 11 avril dernier, nous avons organisé un dîner concert fado pour réunir les parents, les enfants, les amis. L'association avait préparé le repas. Nous sommes une bonne équipe, bien organisée. La chanteuse de fado venait du Portugal. C'était vraiment une belle soirée même si nous étions un peu déçus qu'il n'y ait pas plus de monde de Diekirch.

Avez-vous des collaborations avec d'autres associations ou organisations ?

Antonio Valente : Nous sommes en contact avec l'Associação de pais de Ettelbruck ainsi qu'avec les institutions portugaises : l'Ambassade du Portugal, l'Instituto Camões, le Consulat portugais qui a une permanence dans nos locaux pour la délivrance des cartes d'identité et passeports. C'est vrai que nous avons de bonnes collaborations, beaucoup d'énergie pour des projets, mais nous sommes cependant aussi confrontés à des difficultés financières car nous ne percevons aucun subside. Alors nous essayons de trouver des sponsors privés. La commune de Diekirch met à notre disposition une salle et nous en sommes bien sûr très heureux.

**Propos recueillis
par Claudine Scherrer**

¹ Les cours « parallèles » se déroulent en dehors du cadre scolaire et se distinguent des cours en langue portugaise « intégrés » dans l'horaire et le programme de l'école primaire.

² Frais d'inscription qui s'élèvent à 100 euros pour un enfant et 80 par enfant pour une famille de deux enfants.

**APEPD - Association des parents
des élèves de l'école portugaise de
Diekirch**

BP 120 L-9202 Diekirch

Contact mail : valmila@pt.lu



Prochaine session de cours de français

Inscriptions les 02 et 03 septembre

Alors qu'une session de cours de français se termine, nous vous invitons à prendre connaissance de la prochaine prévue de septembre à décembre 2015. Ces cours de français de niveau débutants (A.1.1 et A.1.2) et élémentaires (A.2.1 et A.2.2) organisés par le Clae services asbl, sont agréés et organisés avec le soutien du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ils bénéficient également du soutien de l'Office luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration.

A raison de deux fois par semaine, les cours hebdomadaires sont les suivants :

- Débutant A.1.1, lundi et mercredi, de 10h30 à 12h30, du 16/09 au 09/12 (48h)
- Débutant A.1.2, lundi et mercredi, de 18h à 20h, du 16/09 au 09 déc (48h)
- Élémentaire A.2.1, lundi et mercredi, de 08h30 à 10h30, du 16/09 au 09/12 (48h)
- Élémentaire A.2.2, mardi et jeudi, de 10h à 12h, du 15/09 au 10/12 (48h)

Deux cours intensifs sont aussi proposés :

– Débutant A.1, lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 13h à 15h, du 15/09 au 10/12 (96h)

– Élémentaire A.2, lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 15h à 17h, du 15/09 au 10/12 (96h)

Frais d'inscription

Les frais d'inscription sont fixés à 145 euros pour les cours hebdomadaires et 290 euros pour les cours intensifs. Un droit d'inscription réduit de 10 euros est accordé aux demandeurs d'emploi inscrits à l'Adem, aux bénéficiaires du revenu minimum garanti, aux signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration, aux personnes reconnues nécessiteuses par les offices sociaux ou l'Olai, sur présentation d'un bon pour un cours de formation d'adulte à droit d'inscription réduit.

Inscriptions : les 02 et 03 septembre, de 9h à 12h, au Clae, 26 rue de Gasperich, Luxembourg

Informations : tél. : 29 86 86-1

Dépliant à télécharger : www.clae.lu



Faire Rencontres

FÊTE DE LA MUSIQUE, GASPERICH, 19 JUIN 2015
RENCONTRES SANS FRONTIÈRES, COMPLEXE SPORTIF BOY KONEN, 28 JUIN 2015

NOUVELLES ASSOCIATIVES

CHANTIER INTERNATIONAL « DESCOBERTAS »

Du 17 au 26 juillet

Amitié Portugal-Luxembourg asbl en collaboration avec la Maison des Associations, TERRA Coop, Transition Initiative Mersch et Jardins communautaires du Luxembourg proposent de nombreuses activités écologiques à différents endroits du pays (Differdange, Luxembourg-Ville, Mersch, Esch-sur-Alzette,...). Infos supplémentaires : www.amitie.lu

INAUGURATION OFFICIELLE DE L'ASBL GHANA LUXEMBOURG CULTURAL Le 18 juillet à partir de 14h, Centre culturel Beggen (26, rue Rochefort), Luxembourg- Beggen

En présence de l'Ambassadeur du Ghana en Belgique
Spécialités culinaires du Ghana et musiques africaines : Hiplife, Akayida, Azonto, AfroBeatz, Coupé Décalé... DJ Groove.
Infos : 691 730 899

VITA(RIUM) BRUNCH MUSIQUE

**Avec Alessandro et Manuela
Le 19 juillet à partir de 11h30
Am Seif, Roost-Bissen**

Prix : 27.50 euro adultes (hors boissons), 12.50 euro pour les enfants (5-12 ans)
Réservation au tél. 250280222/399
mail : vitarium@luxlait.lu
Org. : PassaParola asbl

EXPOSITION FEMMES EN MOUVEMENT Jusqu'au 31 juillet, du jeudi au dimanche de 15h à 18h.

**Centre de Documentation
sur les Migrations Humaines,
Gare-Usines, Dudelange**
L'exposition porte un regard sur la vie privée et publique des femmes d'ici et d'ailleurs au cours des années 1915 – 2015. Organisée par le CDMH en partenariat avec le Service à l'Égalité des Chances entre Femmes et Hommes de la Ville de Dudelange

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE « SPLENDOR IN THE GRASS » Par Paulo Lobo

**Jusqu'au 1^{er} août, Passerelle
du Belval Plaza Shopping Center**
Paulo Lobo nous invite à plonger dans un monde étrange

et poétique... Dans une nature à la fois fabuleuse et distante, des jeunes filles en fleur se fondent dans les feuillages et les lumières. Il n'y a aucune certitude, aucune direction, aucune réponse. Juste une douce musique sourde, les oiseaux, le bruissement des arbres, le souffle du vent, la couleur du ciel et l'odeur du sol.

EXPOSITION CROISEE ENTRE LUXEMBOURG-VILLE ET GUIMARÃES (PORTUGAL)

**Jusqu'au 02 septembre, place
Guillaume, Luxembourg.**

L'exposition propose un parallèle entre deux villes aux nombreuses similitudes ainsi qu'un quizz concours dont le tirage au sort aura lieu le 31 août. Infos supplémentaires sur www.amitie.lu
Org. : Amitié Portugal-Luxembourg asbl

FESTA EUROPEA DELL'UNITÀ

**Les 19 et 20 septembre, Parc
Galgebierg**

Musique, gastronomie italienne, stands d'information, débats. Organisée par le Partito Democratico - Circolo PD Lussemburgo et l'OGB-L.

SOIREE MAURICIENNE

**Le 03 octobre à 20h, salle de
l'Imma, 10 rue Luttgens, Athus**

L'asbl MauriLux invite à une soirée Mauricienne avec la participation de la troupe de danses mauriciennes « Les filles des îles » et du DJ Dreamix. Possibilité de restauration sur place : spécialités mauriciennes. Date limite de réservation pour le repas : le 25 septembre.

Entrée : 12 euro
Entrée + menu + apéro : 35 euro
Tarifs réduits pour les enfants de 6 à 12 ans et entrée gratuite pour les moins de 6 ans.
Informations et réservations : assomaurilux@gmail.com

APPELS A PROJET

**L'OLAI a élaboré une nouvelle
procédure d'allocation de
subsides aux associations,** en cohérence avec la procédure du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Toutes les demandes de subsides seront traitées de la même façon suivant un système de critères et sur remise d'un budget prévisionnel et de pièces justificatives. Infos supplémentaires : www.olai.public.lu

Soutenez le bulletin en vous abonnant ! L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an).

Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.

Horizon est édité par l'asbl CLAE Services 26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg tél. (+352) 29 86 86-1

fax (+352) 29 86 01 – migrations@clae.lu – www.clae.lu – Coordination : Claudine Scherrer – Impression : Reka – Diffusion : 5.000 exemplaires – Parution 6 fois par an